



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES

**TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE RÉPARATION ET DE
RÉNOVATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE
COURANTS FORTS ET FAIBLES POUR LA TOUR EIFFEL**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 – OBJET DU MARCHÉ - EMPRISE DES TRAVAUX	5
1.2 – ACCORD CADRE – MARCHES SUBSEQUENTS	5
ARTICLE 2 – DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 3 - LES INTERVENANTS	5
ARTICLE 4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES	7
5.1 – CONTENU DES PRIX	7
5.1.1 – Généralités	7
5.1.2 – Prix de l'accord cadre	8
5.1.3 – Prix des marchés subséquents	8
5.2 – RÈGLEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS.....	8
5.3 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE CHAQUE MARCHÉ SUBSÉQUENT.....	8
5.3.1 - paiement.....	8
5.3.2 - facturation.....	9
5.3.3 - Acompte - solde.....	9
5.3.4- Règlement en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants.....	10
5.4 – DÉPENSES SPÉCIFIQUES DE CHANTIER.....	10
5.4.1 - Dépenses d'investissement	11
5.4.2 - Dépenses d'entretien	11
ARTICLE 6- OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
6.1 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ	12
6.2 – RÈGLES GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES OUVRAGES.....	12
6.3 – PUBLICITÉ COMMERCIALE.....	12
6.4 – ÉTAT DES LIEUX.....	12
6.5 –REPRÉSENTATION DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
7.1 – MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	13
7.2 – TRANSMISSION DES DOSSIERS DE CONSULTATION	13
7.3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	13
7.4 – OBLIGATION DE RÉPONSE	14
7.5 – REMISE DE L'OFFRE	14
7.5 – VARIANTES	14
7.6 – CRITÈRE DE CHOIX DES OFFRES	14
7.7 – CONCLUSION DE LA PROCÉDURE ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT	14
7.8 – SOUS-TRAITANCE.....	15
ARTICLE 8 - DÉLAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX	16
8.1 – DÉLAIS D'EXÉCUTION	16
8.1.1. <i>Ordre de service de démarrage des travaux</i>	16
8.1.2. <i>Calendrier détaillé d'exécution</i>	17
8.1.3 - <i>Date de réception</i>	17
8.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	17
8.3 - PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION NON IMPUTABLE AU TITULAIRE	18
8.4 - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX	18
8.5 - AVANCEMENT DE L'OPÉRATION.....	18
ARTICLE 9- PENALITES.....	19
9.1 - GÉNÉRALITÉS	19
9.2 - RETENUES PROVISOIRES ET PÉNALITÉS DE RETARD	19

9.3 - RETENUES PROVISOIRES POUR RETARD	19
9.4 - PÉNALITÉS DÉFINITIVES POUR RETARD	20
9.5 - PÉNALITÉS DIVERSES.....	20
9.6 –REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	23
9.7. – REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	23
ARTICLE 10 - PROVENANCE - QUALITÉ - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET DES PRODUITS	23
10.1 – PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	23
10.2 – CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉ, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	23
10.2.1 - Définition des compléments et dérogations	23
10.2.2 - Précision des matériaux.....	23
10.2.3 - Exécution des essais et vérifications.....	23
10.2.4 - Réglementation sur la sécurité des personnes	24
10.3 – CONTRÔLE QUALITÉ.....	24
ARTICLE 11 - PRÉPARATION, ORGANISATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	24
11.1 – IMPLANTATIONS DES OUVRAGES	24
11.2 – ÉTAT DES LIEUX	24
11.3 – DOCUMENTS D'EXÉCUTION	24
11.4 – VÉRIFICATION ET VISA DES PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES.....	25
11.5 - RÉUNIONS DE CHANTIER.....	26
11.6 - NETTOYAGE, RANGEMENT ET PROTECTION DU CHANTIER.....	26
11.6 - PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PGCSPS).....	27
11.7 - AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS.....	27
11.8 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	28
11.9 - FOURNITURES ET MATÉRIAUX	28
11.10 - BREVETS-PROVENANCE DES MATÉRIAUX-RESPONSABILITÉS.....	28
11.11 - EXAMENS-FINITIONS.....	29
11.12 - NON-CONFORMITÉ DES OUVRAGES.....	29
11.13 - PROTECTION DES OUVRAGES	30
11.14 - DÉMOLITION D'OUVRAGES ANCIENS.....	30
11.15 - TRAVAUX URGENTS	30
11.16 - GARDE DES OUVRAGES.....	30
11.17 - REGISTRE DE CHANTIER.....	31
11.18 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	31
11.19 - CONSIGNES RELATIVES À L'INTERVENTION DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	31
ARTICLE 12 – RECEPTION ET GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	32
12.1 – ACHÈVEMENT DES TRAVAUX.....	32
12.2 – OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.....	32
12.3 – DÉCISION APRÈS OPR.....	33
12.3.1- Réception sans réserve	33
12.3.2 - Réception avec réserve(s)	33
12.4 – REFUS DE RÉCEPTION	34
ARTICLE 13 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	34
13.1 – DOSSIER DE MAINTENANCE ET DE FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES TECHNIQUES EXÉCUTÉS.....	34
13.2 – DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE)	34
13.3 – DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO)	34
ARTICLE 14 - ASSURANCES	34
14.1 - ASSURANCES RESPONSABILITÉS.....	34
14.2 - ASSURANCES RESPONSABILITÉ CIVILE DES CONSTRUCTEURS.....	35
14.3 - ASSURANCE DE TRAVAUX DE BÂTIMENT	35
14.3.1 - Police de " responsabilité décennale "	36
14.3.2 - Assurances des Architectes, Ingénieurs Conseil, BET	36
14.3.3 - Assurance des sous-traitants " en cascade "	36

14.3.4 - Attestations d'assurance	36
14.4 - GARANTIES OBLIGATOIRES.....	36
14.5 - GARANTIES FACULTATIVES.....	36
ARTICLE 15 - GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER.....	37
ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITE	37
ARTICLE 17 - LANGUES.....	37
ARTICLE 18 - RÉILIATION	37
ARTICLE 19 - LITIGES	39
ARTICLE 20 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLES	39

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ - EMPRISE DES TRAVAUX

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent des travaux d'entretien, de réparation et de rénovation des installations électriques courants forts et faibles pour la Tour Eiffel.

1.2 – ACCORD CADRE – MARCHES SUBSEQUENTS

Les travaux font l'objet d'un accord cadre puis de marchés subséquents.

Seules les commandes signées par la S.E.T.E. pourront être honorées par le titulaire.

Le délai d'exécution des travaux court à partir de l'envoi d'un bon de commande matérialisant la notification du marché subséquent par la S.E.T.E.

ARTICLE 2 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

2.1 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa notification. L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois, sauf dénonciation par la SETE par courrier recommandé avec accusé de réception, en respectant un préavis écrit minimal de trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

La durée totale ne pourra excéder 48 mois à compter de la date de notification, période de reconduction comprise. Le non-renouvellement de l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

2.2 DURÉE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

En application de l'article R2162-5 du code de la commande publique, les marchés subséquents sont conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre, et déterminent les délais particuliers de réalisation des travaux concernées.

Les délais d'exécution propres à chaque marché subséquent seront précisés dans les documents spécifiques à chaque marché subséquent conformément à l'article R2162-7 du code de la commande publique.

Les bons de commande émis et les marchés subséquents conclus avant le terme de l'accord-cadre devront être honorés.

ARTICLE 3 - LES INTERVENANTS

3.1.- MAITRE D'OUVRAGE

La S.E.T.E assure la responsabilité de la Maîtrise d'Ouvrage.

Adresse : SETE
1 quai de Grenelle
75015 Paris

3.2.- CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché pourront être soumis à un contrôle technique indépendant, dans les conditions prévues par le Titre II de la loi n°78-12 du 04.01.78 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Cette mission sera rémunérée directement par le maître d'ouvrage.

3.3 – ANIMATEUR SÉCURITÉ DU SITE

En application du décret n°92-158 du 20.02.92, un animateur sécurité est désigné par le Maître d'ouvrage.

Cette mission est assurée actuellement par la Direction Sécurité de la SETE, qui désigne un représentant permanent sur site.

3.4 - COORDONNATEUR SÉCURITÉ PROTECTION SANTÉ

En application de la loi n° 93-1418 du 31.12.93 et de ses décrets d'application, le Maître d'ouvrage désignera le coordonnateur en matière de sécurité-santé en phase de réalisation de l'ouvrage quand les travaux le nécessiteront au sens de la Loi.

Cette mission sera rémunérée directement par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Accord-cadre
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TRAVAUX), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- La charte de communication de la SETE,
- Les précisions apportées par la SETE lors de la passation de l'accord-cadre,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le cadre de réponse technique du Titulaire de la prestation considérée.

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent sont régies par les pièces contractuelles suivantes :

- La lettre de consultation de la SETE ou tout document définissant le besoin propre au marché subséquent, y compris le cas échéant les clauses administratives spécifiques ;
- L'Accord-cadre sur lequel le marché subséquent est fondé ;
- Le cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre (CCAP) ;
- Le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre (BPU) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP) ;
- L'acte d'engagement ou le bon de commande propre au marché subséquent et son annexe financière notifiée ;
- Le mémoire méthodologique et technique remis par le titulaire à l'appui de son offre pour le marché subséquent considéré ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché subséquent ;

Les quantités fixées dans le DQE ainsi que les montants totaux résultant de la simulation de commande n'ont pas de caractère contractuel.

En cas de contradiction entre plusieurs documents ou entre plusieurs documents de même rang, seule la version détenue par la SETE fait foi.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent accord-cadre. Le Titulaire doit respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses travaux, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.

Les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois de la remise de l'offre.

Après sa conclusion, l'accord-cadre est éventuellement modifié par :

- Les modifications de l'accord-cadre, au besoin par voie d'avenant ;
- Les actes spéciaux établis dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

5.1 – CONTENU DES PRIX

5.1.1 – GÉNÉRALITÉS

Les travaux seront rémunérés par application des quantités réellement exécutées et multipliées par les prix unitaires fixés dans le BPU annexé au marché subséquent.

Le prix global et définitif est réputé comprendre, toutes dépenses et aléas résultant de l'exécution des travaux à quelque titre que ce soit, le bénéfice du Titulaire y compris toutes les opérations particulières découlant de la nature des travaux, des lieux et des circonstances locales et notamment à titre purement indicatif et sans que cette énumération soit limitative :

- Tous les frais de main d'œuvre notamment les charges sociales de tous ordres, primes et indemnités diverses, suppléments de salaires, de frais de déplacements, etc.
- Tous les frais d'installation de chantier et tous frais de fourniture de matériaux, d'outillage et de matériels divers,
- Tous frais et tous faux frais, charges résultant des précautions à prendre relatives à la précaution des accidents, à l'occupation du terrain, au maintien de la circulation sur la voie publique, à la continuité de service, aux accès pour l'ensemble des visiteurs que ce soit sur le parvis mais également dans les étages, aux entrées/sorties des immeubles riverains, au maintien de leur assainissement et de leur branchement, au gardiennage, et à l'éclairage du chantier,
- Les frais d'essais courants tels que ces derniers sont définis en nature et en nombre par les documents administratifs visés dans les documents contractuels,
- Les frais d'assurances,
- Les frais imputables au Titulaire en matière d'hygiène et de sécurité de chantier conformément aux dispositions du code du travail et des textes législatifs et réglementaires,
- Les frais relatifs à l'établissement des dossiers définitifs,
- Les frais de remise en état et de réparation des ouvrages ou matériaux détériorés par le Titulaire,
- Les frais exigés par le contrôle des matériaux et des ouvrages à l'exclusion des honoraires du Contrôleur Technique,
- Les frais de toute nature résultant des prescriptions éventuelles concernant la durée du travail, y compris les heures supplémentaires nécessaires au respect du planning,

- Les frais de transport, de réception et de reprise, de manutention, de matériel, des matériaux,
- L'établissement, l'entretien et l'enlèvement de tous les ouvrages provisoires décrits à la présente consultation,
- Les frais nécessités par la protection des ouvrages et des matériaux contre les intempéries,
- Les frais d'études, de dessins et de reproduction quelles qu'en soit l'importance,
- Les frais de confection des échantillons et de prototypes,
- Les dépenses communes de chantier visées au présent document
- Les charges de toute nature affectant le poste "salaires" y compris les frais supplémentaires de la main d'œuvre déplacée,
- Les frais de constat nécessaires réalisés sur les ouvrages voisins et sur les tous réseaux adjacents au chantier, consécutifs à des sinistres ou malfaçons ou absence d'ouvrages venant à être constatés pendant l'exécution des travaux,
- Tous frais d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des Entreprises sous-traitantes appelées par le Titulaire,
- Tous frais, accessoires dont notamment l'établissement des situations de travaux, décomptes définitifs, etc., ainsi que la production des documents, notices, plans d'exécution à fournir au fur et à mesure du déroulement du chantier ainsi que les pièces à fournir au Maître d'Ouvrage en fin de travaux, dites "pièces de récolement".
- La mise en place de filets et d'échafaudages nécessaires à la bonne réalisation de son chantier et à la sécurité des personnes intérieurs et extérieurs au chantier.

La SETE se réserve la faculté, avant tout règlement, de demander au Titulaire de lui fournir toutes pièces justificatives ou tous renseignements qu'elle estime nécessaires.

Les prix sont fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre.

5.1.2 – PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix sont fixés dans le BPU annexé à l'accord-cadre

5.1.3 – PRIX DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

À chaque marché subséquent, le titulaire fera une offre correspondante à la demande précise formulée par ledit marché subséquent. Les prix des marchés subséquents seront ainsi définis à chaque remise en concurrence. Ils seront fixés selon le BPU annexé à l'acte d'engagement dudit marché subséquent.

5.2 – RÈGLEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS

Les modifications que la S.E.T.E. se réserve le droit d'apporter au cours de l'exécution des travaux seront réglées au moyen des prix figurant dans le BPU.

Dans le cas où les prix des travaux commandés en supplément ne figurent pas dans ces états, ces travaux seront réglés sur prix débattus après remise d'un devis complémentaire spécifique et détaillé.

5.3 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE CHAQUE MARCHÉ SUBSÉQUENT

5.3.1 - PAIEMENT

Les paiements des travaux seront effectués par virement soixante (60) jours maximum à compter de la réception de la facture à l'adresse suivante : factures-sete@toureiffel.paris

La SETE se réserve la faculté, avant tout règlement, de demander au Titulaire de lui fournir toutes pièces justificatives ou tous renseignements qu'elle estime nécessaire. La SETE se réserve également le droit de rectifier les factures erronées.

Enfin, le Titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine à l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique, sans que la SETE soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le Titulaire.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la S.E.T.E.. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

5.3.2 - FACTURATION

Les factures doivent préciser impérativement les mentions suivantes :

- **La référence de l'accord-cadre : M40/2024/DTMT – AC Courants faibles / forts**
- **La référence du marché subséquent : MS n°X**

Les factures afférentes au paiement des travaux doivent présenter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de facture,
- Le numéro d'identifiant unique de la facture,
- La désignation de la SETE,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro SIRET ou, à défaut, le numéro SIREN,
- Le numéro de TVA Intracommunautaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Le numéro du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- Le référant destinataire de la commande,
- Le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée,
- Les prix HT applicables aux travaux facturés,
- Le montant total HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA ou de toutes autres taxes applicables,
- Toute autre information utile au paiement.

Sans ces informations, les factures ne pourront être réglées.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses travaux hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

5.3.3 - ACOMPTE - SOLDE

Suivant la durée des travaux le paiement d'acompte est envisageable. Celui-ci ainsi que les clés de paiement et le décompte final sont définis entre le Titulaire et la S.E.T.E. ou son représentant, dès l'émission du bon de commande.

5.3.4- RÈGLEMENT EN CAS D'ENTREPRENEURS GROUPÉS OU DE SOUS-TRAITANTS

a) Entrepreneurs groupés

En cas de groupement conjoint, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement sur autant de comptes qu'il y a de cotraitant constituant le groupement. Le Titulaire doit transmettre la répartition détaillée des travaux que chaque cotraitant s'engage à exécuter. Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de cotraitant à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. En l'absence de fourniture d'une répartition des paiements, les paiements se font à un compte unique ouvert au nom des cotraitants groupés ou du mandataire. Le mandataire du groupement conjoint est solidaire.

En cas de groupement solidaire, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement sur un compte unique ouvert au nom des cotraitants groupés ou du mandataire, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre ces cotraitants et indique les modalités de cette répartition. En l'absence de fourniture d'une répartition des paiements, les paiements se font sur un compte unique ouvert au nom des cotraitants groupés ou du mandataire.

Sur simple demande du Directeur juridique de la SETE, le mandataire communique à celui-ci le protocole liant les entrepreneurs groupés.

Si l'un des cotraitants groupés est défaillant, l'entrepreneur en cause ne peut s'opposer à ce que les autres cotraitants demandent au Directeur juridique de la SETE que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

Le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte final ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

b) Sous-traitants

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le Titulaire ou le mandataire joint en double exemplaire de l'attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues à un cotraitant, pour la partie de la prestation exécutée et que SETE devra régler à chaque sous-traitant.

Si un sous-traitant du Titulaire met en demeure la SETE de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le Titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le Représentant de la SETE peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au Titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt. Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le Représentant de la S.E.T.E paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

5.4 – DÉPENSES SPÉCIFIQUES DE CHANTIER

5.4.1 - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature des dépenses	A la charge de
Installations de sécurité et d'hygiène pour les intervenants à la demande de l'animateur sécurité et/ou du coordinateur SPS, du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.	Titulaire
Cantonnements de chantier (mise à disposition des locaux vestiaires et réfectoires vides)	SETE
Cantonnements de stockage de matériel	Titulaire
Consignation de l'ascenseur de service	Titulaire

NOTA:

- La S.E.T.E. se réserve la possibilité de compléter, à sa charge financière, le dispositif de sécurité prévu par le Titulaire.
- Les frais engendrés par des consignations/déconsignations de l'ascenseur de service en dehors des horaires suivants, de 8h00 à 00h00-1h00 (l'été), de 8h00 à 23h30 (sinon), seront à la charge du titulaire. La déconsignation de cet ascenseur devant avoir lieu impérativement avant 06h30 du matin maximum.
- De la même manière les duos lift (accès aux 3^{ème}, 4^{ème} étages) devront également être consignés.
- Ces consignations/déconsignations sont à faire auprès de la société OTIS (3 place de la Pyramide, La Défense 9, 92067 LA DEFENSE Cedex, tél : 01 46 91 60 16). La maîtrise d'ouvrage (SETE) doit en être informée par mail ou par courrier.

5.4.2 - DÉPENSES D'ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien général du chantier (nettoyages des installations) sont réputées intégrées dans les prix mentionnés au BPU.

Pour le nettoyage du chantier :

- le Titulaire doit laisser son chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- le Titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais aux décharges publiques ;
- le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Nota : en cas de dépose et/ou de destruction de matières dangereuses (pyralène, amiante, plomb, hydrocarbures, etc.), le titulaire du marché aura l'obligation de se conformer à la loi correspondant à la destruction du produit en question avec fourniture de tous les certificats d'enlèvement et de destruction.

Si, pour quelque raison que ce soit, après demande écrite du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre, ou de la S.E.T.E., le chantier n'était pas parfaitement tenu d'un point de vue rangement et propreté, le titulaire : d'une part, paiera directement une entreprise tierce missionnée pour effectuer cette prestation à sa place, d'autre part, subira une pénalité de 1.500 euros HT pour manquement à ses devoirs de sécurité et d'hygiène.

ARTICLE 6- OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire est tenu au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations auxquelles il aura accès.

Il se porte fort du respect de cette obligation par tous ses collaborateurs et est responsable de toutes les conséquences dommageables qui pourraient, même indirectement, résulter de l'inobservation par l'un d'entre eux de cette disposition.

En outre, il s'interdit, tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, de divulguer les renseignements techniques ou financiers obtenus de la S.E.T.E..

6.2 – RÈGLES GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES OUVRAGES

Il convient de préciser que ces prescriptions n'ont pas un caractère limitatif et que le titulaire devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables pour le parfait achèvement des travaux notifiés.

6.3 – PUBLICITÉ COMMERCIALE

Le Titulaire s'interdit de faire référence dans ses documents internes ou externe à toute prestation effectuée sur la Tour Eiffel, sauf accord préalable écrit par la S.E.T.E.

Le Titulaire s'engage à respecter la Charte de communication de la S.E.T.E.

6.4 – ETAT DES LIEUX

Sur l'initiative de la S.E.T.E. un état des lieux sera établi avant l'exécution des travaux. Cet état des lieux sera établi contradictoirement et sera opposable au titulaire, même en cas d'absence de celui-ci lors de son établissement.

Le constat de l'état des lieux, (y compris frais d'émission et de reproduction) est à la charge du titulaire. Si l'une des parties souhaite la présence d'un huissier ce dernier sera à la charge du demandeur.

6.5 –REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

La bonne exécution des travaux prévus au présent accord-cadre est confiée à la responsabilité du Titulaire.

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire confirme le nom, les titres et les coordonnées professionnelles de son représentant chargé du suivi et de la coordination de l'exécution de l'accord-cadre et qui, à ce titre, est l'interlocuteur principal de la SETE. Ce dernier doit être en mesure de répondre aux sollicitations de la SETE dans un délai quasi-immédiat et est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le Titulaire. Il est responsable de la bonne coordination de l'équipe dédiée ainsi que de la qualité d'exécution des travaux commandés par la SETE.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire en avise sans délai le représentant de la SETE et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

En cas de groupement d'entreprises, toute notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Enfin, le mandataire ou le Titulaire est seul habilité à présenter les factures ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1 – MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

La passation des marchés subséquents est effectuée après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre lors de la survenance du ou des besoins de la SETE. Seuls les titulaires correspondant au besoin à remettre en concurrence sont consultés.

En fonction du besoin, la remise en concurrence peut porter sur tout ou partie des matériels, accessoires et fournitures.

La mise en concurrence est effectuée par la SETE et les marchés subséquents sont attribués selon les critères visés au présent CCAP.

Les marchés subséquents peuvent être notifiés durant toute la durée de validité de l'accord-cadre, sans, toutefois, que la durée du marché subséquent n'excède de plus de 4 mois la durée de validité de l'accord-cadre.

7.2 – TRANSMISSION DES DOSSIERS DE CONSULTATION

Lors de la survenance d'un besoin, et pour chaque mise en concurrence, un dossier de consultation détaillant les travaux souhaités sera envoyé aux Titulaires de l'accord-cadre concerné par mail à l'adresse électronique du référent communiquée initialement.

7.3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend notamment :

- **Une Lettre de Consultation** (elle indique notamment les modalités d'établissement de l'offre et sa date limite de dépôt).
- Un **Acte d'Engagement** propre à chaque marché subséquent ;
- Un **« Bordereau de Prix »** : cette annexe précise la consistance et, le cas échéant, la quantité des produits, objet de la mise en concurrence. Les Titulaires établissent dans cette annexe leur offre en termes de prix en fonction du besoin identifié.
- **Des « Précisions et modifications des termes de l'accord-cadre par le marché subséquent », le cas échéant** : en fonction du besoin objet de la mise en concurrence, une annexe indique des « Précisions et modifications des termes de l'accord-cadre par le marché subséquent », les modifications ou précisions qui ont été apportées par la SETE aux termes de l'accord-cadre. Cette annexe ne peut cependant pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés par l'accord-cadre.

7.4 – OBLIGATION DE RÉPONSE

À chaque demande de la SETE, les Titulaires de l'accord-cadre concerné ont l'obligation de remettre une offre dans le délai fixé ainsi que tout élément réclamé par la SETE (fiche produit, délais de livraison etc...) en fonction des travaux à exécuter.

7.5 – REMISE DE L'OFFRE

La SETE organise la présentation de l'offre des marchés subséquents en tenant compte d'éléments tels que la complexité des travaux attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres.

L'offre proposée devra être se conformer aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et le dossier de consultation. Elle sera datée et signée par une personne habilitée pour représenter le Titulaire, et devra rester confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt de l'offre.

L'offre sera transmise par courrier électronique aux adresses suivantes :

- copie : marches@toureiffel.paris
- référent désigné par la S.E.T.E

Les délais de validité de l'offre seront propres à chaque marché subséquent.

7.5 – VARIANTES

Les variantes ne sont pas admises.

7.6 – CRITÈRE DE CHOIX DES OFFRES

Chaque marché subséquent est attribué au Titulaire dont l'offre est jugée économiquement la plus avantageuse en fonction des critères détaillés ci-après.

La pondération des critères et sous-critères de jugement des offres des marchés subséquents, et éventuellement les méthodes d'analyse des offres sont précisées dans la lettre de consultation lors de la remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre.

Par ailleurs, la S.E.T.E. se réserve la possibilité d'ajouter des sous-critères et des sous-sous-critères, avec les pondérations correspondantes, le cas échéant, lors des remises en concurrence.

Les produits peuvent évoluer au titre de l'accord-cadre ou des marchés subséquents. En cas de présentation par un Titulaire de l'accord-cadre de nouveaux produits en remplacement de ceux de l'accord-cadre, ce dernier fournit impérativement tout élément de preuve permettant de s'assurer de la conformité de ces nouveaux produits aux caractéristiques minimales des produits qu'il a proposés pour l'accord-cadre et notamment tous les justificatifs demandés à l'accord-cadre.

Le cas échéant, la S.E.T.E. peut demander aux Titulaires de l'accord-cadre, au stade des marchés subséquents, des produits/fournitures répondant aux évolutions du marché sans modifications substantielles des termes fixés dans l'accord-cadre.

7.7 – CONCLUSION DE LA PROCÉDURE ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

La S.E.T.E. avise, le cas échéant, tous les autres Titulaires de l'accord-cadre du rejet de leur offre après attribution du marché.

Après signature de l'acte d'engagement ou du bon de commande émis par la S.E.T.E., valant acceptation du devis retenu, le marché est notifié au Titulaire.

La notification consiste en un envoi de l'acte d'engagement ou du bon de commande signés et émis par la SETE au Titulaire par LRE ou courriel.

7.8 – SOUS-TRAITANCE

Seules les prestations ne consistant pas en de la fourniture peuvent être sous-traitées.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation expresse de chaque sous-traitant par la SETE et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter l'un quelconque des travaux objet du marché avant que notification lui soit faite par la SETE.

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants. Toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certains travaux, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputé au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale titulaire du marché de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur. En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le Titulaire du marché est le seul responsable des travaux effectués par les éventuels sous-traitants et des dégâts ou dommages qui pourraient être causés par ceux-ci.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de sous-traitant dans un délai franc défini dans ladite mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale titulaire du marché, conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Titulaire remet contre récépissé de la SETE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration (acte spécial fourni en annexe de l'Acte d'Engagement ou DC4 téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le dossier de candidature du sous-traitant présenté à l'agrément de la SETE devra obligatoirement contenir, en sus du projet d'acte spécial, les éléments suivants :

- Les attestations d'assurances en cours de validité
- Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries des caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries
- Une inscription au Registre du commerce et des sociétés de moins de 3 mois

- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le sous-traitant. Si le signataire des pièces est habilité de droit à engager la société, il peut fournir : les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si le signataire agit en vertu d'une délégation de pouvoir, il devra fournir une délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société
- Une attestation fiscale délivrée par les administrations et organismes compétents visées par l'arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession
- Une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf en application de l'article L 243-15 du Code de la sécurité sociale, datant de moins de 6 mois (sous traitance supérieure à 5000 euros HT, montant global de la prestation même si celle-ci fait l'objet de plusieurs paiements ou facturations), téléchargeable sur le site : <https://www.urssaf.fr/portail/home/employeur/declarer-et-payer/obtenir-une-attestation/attestation-de-vigilance.html>, et la copie de la vérification de l'authentification URSSAF à l'aide du code d'authentification
- Un certificat de l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code (à partir de 20 salariés).
- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail (emploi des travailleurs handicapés)
- Un dossier de références professionnelles, le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices, les effectifs des 3 dernières années ainsi que le pourcentage d'encadrement, les moyens matériels, une indication des titres d'études et professionnels ainsi que les attestations de compétence et de formations prévues par le marché
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Un RIB.

Le titulaire transmet également une copie du contrat de sous-traitance ainsi que ses avenants éventuels, ainsi qu'une traduction en français, si le maître d'ouvrage lui demande.

Si le sous-traitant est présenté en même temps que l'offre, la notification du marché vaut acceptation et agrément des conditions de paiement. Si le sous-traitant est présenté en cours d'exécution du contrat, le Titulaire devra obtenir de la SETE l'accord express de l'acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

ARTICLE 8 - DÉLAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution est défini pour chaque marché subséquent et est fixé dans le bon de commande transmis à l'issue du choix de l'offre pour l'attribution du marché subséquent.

8.1.1. ORDRE DE SERVICE DE DÉMARRAGE DES TRAVAUX

L'émission du bon de commande vaut ordre de service.

L'émission d'un ordre de service est exécutoire, il doit être suivi d'un bon de commande pour régularisation financière.

Son émission prescrit le démarrage des travaux précisés dans le bon de commande.

8.1.2. CALENDRIER DÉTAILLÉ D'EXÉCUTION

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire et joint à son offre.

Le calendrier prévisionnel doit être transmis au maître d'ouvrage dans les 30 jours francs après notification de l'ordre de service. Le titulaire est passible de pénalités pour chaque jour de retard. Le montant de ces pénalités est défini au présent CCAP.

Le calendrier détaillé d'exécution est visé par le maître d'ouvrage ou son représentant et est notifié par ordre de service et/ou bon de commande au titulaire

Nota : tous les calendriers fournis par le titulaire seront conçus et réalisés sous forme informatique au format Excel, Microsoft Project ou équivalent.

8.1.3 - DATE DE RÉCEPTION

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de l'achèvement.

8.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée, par avenant ou OS, au titulaire en précisant le nouveau délai d'exécution.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
Pluie	15 mm	Entre 6h et 18 h	Météo nationale
Neige	5 cm	Entre 6h et 18 h	Météo nationale
Gel	-5°C à 8 heures sous abri	ET encore inférieur à -2°C à 10 heures	Météo nationale
Vent	60 km/h	-	Météo nationale

Quelle qu'en soit l'origine, le Titulaire doit justifier les intempéries réellement constatées par tout moyen légal à leur disposition (par exemple : relevé météo, déclaration à la caisse responsable, etc.) et les faire valider par le Maître d'ouvrage au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.

Un Ordre de Service délivré par le Maître d'œuvre et notifié au Titulaire précise la durée de prolongation du délai d'exécution des travaux, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries.

Aucun jour d'intempérie intervenant après la fin du délai contractuel ne sera pris en compte, c'est-à-dire pour les travaux qui seraient interrompus à des dates postérieures aux prévisions des calendriers d'exécution.

La prolongation du délai d'exécution équivalente à la durée des intempéries n'est bien entendu accordée que dans la mesure où les journées d'intempéries affectent directement les conditions d'exécution des ouvrages par le Titulaire et **n'autorise en aucun cas une augmentation du montant financier.**

Les journées d'intempéries constatées selon les prescriptions ci avant sont décomptées du lundi au vendredi, conformément aux prévisions du calendrier d'exécution.

La détermination de la prolongation du délai d'exécution en jours de calendrier est obtenue par l'application au nombre de jours constatés du coefficient 1,40 (règle des 7/5).

8.3 - PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION NON IMPUTABLE AU TITULAIRE

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le Maître d'ouvrage ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du Maître d'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, justifie soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des travaux, soit le report du début des travaux, l'importance de la prolongation ou du report est soumise à l'approbation du Maître d'ouvrage, et la décision prise par celui-ci est notifiée le Titulaire par ordre de service.

8.4 - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

L'ajournement des travaux peut être décidé par Ordre de Service

À ce titre, il est prévu pour le Titulaire une indemnité d'attente de reprise des travaux.

Le montant de l'indemnité d'attente est par jour calendaire de 1/ 1000ème du montant global du bon de commande.

Cette indemnité est à intégrer dans le décompte mensuel qui suit la reprise des travaux.

Le montant cumulé HT des indemnités d'attente est plafonné à 5% (5 pour cent) du montant HT du bon de commande.

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, le Titulaire a le droit d'obtenir la résiliation du bon de commande, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze jours, demandé la résiliation.

8.5 - AVANCEMENT DE L'OPÉRATION

Pendant l'exécution des travaux, et en plus des réunions de chantier, le Titulaire fera parvenir au Maître d'ouvrage un rapport mensuel sur l'avancement des études d'exécution et des travaux.

Ce rapport fera apparaître :

Pour la partie études :

- Le pointage du calendrier des études d'exécution.
- Les états d'émissions des plans avant et après synthèse.

- Les états de présentation des échantillons avec notamment les dates jalons de décision ou choix à prendre par le Maître d'Ouvrage.
- Les états de validation des documents par le Maître d'ouvrage le Bureau de contrôle
- Les points bloquants ayant une incidence sur les études.
- Les retards seront identifiés et les mesures de corrections indiquées.

Pour la partie travaux :

- Le pointage du calendrier d'exécution des travaux.
- Les retards et les mesures correctives destinées à les résorber.
- Les points bloquants en cours de chantier.
- Les adaptations de projet.
- Tout événement ayant influé sur l'avancement des travaux.

ARTICLE 9- PENALITES

9.1 - GÉNÉRALITÉS

L'ensemble des retenues et pénalités (de retard ou autres) est applicable de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à le Titulaire. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles du Titulaire et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître d'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas d'Entrepreneurs groupés payés séparément, les retenues provisoires et les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les retenues sont retenues provisoires et les pénalités en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître d'ouvrage à l'égard des autres co-traitants.

L'application de ces retenues provisoires ou de ces pénalités ne dispense en aucun cas le Titulaire d'indemniser le Maître d'ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de réduire le calcul des pénalités en partie ou totalement.

9.2 - RETENUES PROVISOIRES ET PÉNALITÉS DE RETARD

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué ci-dessus.

9.3 - RETENUES PROVISOIRES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des travaux au regard des dates jalons des dates clés ou du délai global d'exécution figurant au calendrier détaillé d'exécution mentionné au présent CCAP, il sera appliqué une retenue provisoire d'un montant de 1/350ème du montant actualisé du marché augmenté de la valeur des OS notifiés à la date du constat du retard.

Les retenues provisoires sont calculées en jours calendaires et cumulés pour l'ensemble des retards partiels constatés, sans que ce cumul puisse excéder le retard total de fin de l'opération normalement prévisible ou constatée, sauf si ce retard impacte le chemin critique de façon encore plus importante.

Les retenues provisoires sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage, et sans mise en demeure, et sont appliquées sur chaque situation mensuelle.

Au cas où les retenues provisoires atteindraient le plafond de 10 % du bon de commande, le Maître d'ouvrage aura la faculté de résilier le bon de commande aux torts du Titulaire. Les

retenues seront alors transformées de plein droit en pénalités de retard et prises en compte dans le décompte de résiliation.

9.4 - PÉNALITÉS DÉFINITIVES POUR RETARD

Les retenues provisoires visées à l'article 9.3 ci-dessus sont transformées en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte général, si l'une des conditions suivantes est remplie :

Soit le Titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution ou n'a pas respecté ou permis de respecter une date jalon ou une date clé ;

Soit le Titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ;

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

9.5 - PÉNALITÉS DIVERSES

Outre les retenues et les pénalités en cas de retard évoquées ci-dessus, les pénalités décrites ci-après sont applicables de plein droit et sans mise en demeure dans le cadre de la réalisation de l'opération.

		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
1	Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires				
2	Souillage des végétations en place à conserver	X			
3	Dégradation des végétations en place à conserver leur faisant courir un risque pour leur survie			X	
4	Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X		
5	Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X		
6	Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable)	X			
7	Une livraison programmée arrive ou se prolonge au-delà de l'horaire prévu avec un retard supérieur à 1 heure	X			
8	Stationnement des véhicules de personnels ou de société dans l'enceinte du monument et des jardins sans autorisation de la Maîtrise d'ouvrage.	X			
9	Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X		
10	Brûlage de vieux bris sur place	X			
11	Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier		X		

		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
12	Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives		X		
13	Défaut d'éclairage de chantier (circulations) par jour	X			
14	Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée au marché de travaux		X		
15	Dégradation des installations communes		X		
16	Défaut de nettoyage des installations communes après utilisation		X		
17	Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X			
18	Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires.		X		
19	Stockage vestimentaire ou de nourriture en dehors des installations de chantier prévues à cet effet	X			
20	Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaires et local ou zone de 100 m ² non-nettoyée	X			
21	L'employé d'une Entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison	X			
22	Un poste de travail d'une Entreprise est en défaut de conformité aux règles de sécurité		X		
23	Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier. Nota : en cas de non-identification du responsable l'imputation de la pénalité sera faite au Compte Prorata		X		
24	Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires	X			
25	L'Entreprise prétend à tort avoir achevé une tâche ou avoir levé une non-conformité		X		
26	L'Entreprise prétend à tort avoir levé une réserve ou une remarque avant réception		X		
27	Retard pour non enlèvement des matériaux inemployés	X			
28	Retard dans la libération des espaces mis à disposition par le Maître d'ouvrage ou dans la dépose d'installation provisoire par jour calendaires		X		
29	L'Entreprise démontre sa méconnaissance de ses obligations contractuelles		X		
30	Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de son marché convoqué à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'Œuvre	X			
31	Absence non excusée en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité du marché convoqué à ladite réunion,		X		
32	Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » par jour calendaires et par zone	X			

		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
33	Retard dans la présentation d'un prototype		X		
34	Présentation d'un prototype ou d'un échantillon non conforme au marché			X	
35	Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire par jour calendaires	X			
36	Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée		X		
37	Établissement d'un document « BPE » par l'Entreprise ne prenant pas en compte les observations du contrôleur technique ou du Maître d'Œuvre		X		
38	Diffusion sans document explicatif d'un indice de document "Pour Visa" sans BPE, après un VAO ou VSO et un avis Favorable ou suspendu sur l'indice précédent,	X			
39	Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (s'il recouvre des travaux dus au titre du marché de base), par les montants (s'ils sont sans rapport avec les prix unitaires pratiqués dans le cadre du marché) ou par sa présentation (décomposition par entité)		X		
40	Retard dans la justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévus par jour calendaires	X			
41	Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUE ou du dossier de sécurité SSI: par jour calendaires de dépassement du délai imparti pour cette tâche et par plan d'étage			X	
42	Retard de production de documents bloquant l'avancement prévu au calendrier			X	
43	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1		X		
44	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2			X	
45	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 3				X

Récapitulation des retenues forfaitaires provisoires :

Niveau de la retenue forfaitaire	Montant correspondant
Niveau 1	150 Euros HT
Niveau 2	600 Euros HT
Niveau 3	1 500 Euros HT
Niveau 4	7 000 Euros HT

9.6 –REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans le cadre du délai d'exécution, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements occupés par son chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure sous 48 heures par ordre de service, sans préjudice et de l'application d'une pénalité.

9.7. – REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Les plans et autres livrables à fournir, après exécution par le Titulaire, doivent être remis en totalité à la SETE, sous format informatique, ainsi qu'un exemplaire papier, au plus tard pour la date à laquelle elle demande la réception.

Le solde du règlement ne sera effectué qu'après remise de tous les documents attendus.

ARTICLE 10 - PROVENANCE - QUALITÉ - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET DES PRODUITS

10.1 – PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de constructions à titre indicatif.

Le titulaire est tenu d'accompagner les matériaux ou matériels entrant dans la composition des ouvrages de notices techniques indiquant les caractéristiques et la provenance des différents composants, de spécifications techniques fournies par les producteurs ou les Chambres syndicales ou des avis techniques du C.S.T.B.

Dans tous les cas de figure, le matériel employé doit être neuf, de première qualité et construit conformément aux règles de l'art. Il devra être conçu pour présenter et maintenir dans les conditions d'emploi qui lui sont imposées un niveau de technologie approprié, en particulier pour la sécurité des personnes et des biens.

Tout matériel installé devra faire l'objet des estampilles NF ou CE.

10.2 – CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉ, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

10.2.1 - DÉFINITION DES COMPLÉMENTS ET DÉROGATIONS

Le CCT définit les principes et niveau concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

10.2.2 - PRÉCISION DES MATÉRIAUX

Le CCT précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines et magasins du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

10.2.3 - EXÉCUTION DES ESSAIS ET VÉRIFICATIONS

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

10.2.4 - RÉGLEMENTATION SUR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES

Pour tout ce qui concerne la réglementation sur la sécurité des personnes et avant tout emploi, le Titulaire adresse à la S.E.T.E. les procès-verbaux d'essais effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer. Ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

Le titulaire n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF ou CE, indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

10.3 – CONTRÔLE QUALITÉ

Le Titulaire est tenu d'élaborer un plan d'assurance qualité (PAQ) spécifique en fonction de ses qualifications et d'en faire respecter l'application. Un exemplaire du P.A.Q. s'il existe, sera fourni à la SETE dès la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 11 - PRÉPARATION, ORGANISATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 – IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

Si nécessaire, le piquetage général est effectué contradictoirement avec le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage avant tout commencement des travaux par le Titulaire.

11.2 – ÉTAT DES LIEUX

À l'initiative du Maître d'ouvrage, un état des lieux sera établi avant l'exécution de tous travaux par le Titulaire. Cet état des lieux sera établi contradictoirement avec le titulaire et lui sera opposable, même en cas d'absence de celui-ci dûment convoqué lors de son établissement. Au préalable, le titulaire recevra une lettre de convocation à minima 8 jours avant l'état des lieux.

Il portera sur l'état du Monument, du parvis, des voiries ainsi que sur l'état de la végétation devant être conservée et se trouvant à proximité de la zone d'exécution des travaux.

Le constat de l'état des lieux, frais d'émission et de reproduction est (2 exemplaires) est à la charge du Titulaire. Si l'une des parties souhaite la présence d'un huissier ce dernier sera à la charge du demandeur.

Il est demandé au titulaire de prévenir par écrit et photo le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de tout problème sur un lieu d'intervention. Si cela n'est pas fait, le titulaire sera considéré comme responsable des dégâts occasionnés.

11.3 – DOCUMENTS D'EXÉCUTION

L'ensemble des documents nécessaires à l'établissement par le Titulaire des documents d'exécution et des plans d'installation de chantier (PIC) a été remis par le Maître d'ouvrage lors de la consultation d'Entreprises. Au cas où le Titulaire juge que des documents complémentaires lui seront nécessaires, il doit le signaler dans son offre et s'interdire de signer le bon de commande avant de les avoir obtenus.

En conséquence, le Titulaire devra établir l'ensemble des documents d'exécution (notes de calcul, PEO, PAC, fiches techniques, etc.) nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces documents devront être diffusés en 3 exemplaires auprès des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation.

11.4 – VÉRIFICATION ET VISA DES PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES

Les plans d'exécution sont remis au Contrôleur Technique pour Avis.

Suivant les cas, la Maîtrise d'Œuvre vise les documents avec la mention (ces mentions pourront être utilisées par les autres intervenants tels que le CSSI ou le CSPS) :

- "Visa Sans Observations" (VSO),
- "Visa Avec Observations" (VAO),
- "Visa Avec Observations Bloquantes" (VAOB),
- "Refusé" (REF),
- "Document Non A Viser" (NAV).

Par ailleurs, le Contrôleur Technique émet un avis sur les plans d'exécution des ouvrages :

- Avis Favorable,
- Avis Suspendu,
- Avis Défavorable.

Dans les deux premiers cas respectivement de visa (VSO et VAO) de la Maîtrise d'Œuvre et d'avis du Contrôleur Technique (Favorable ou Suspendu), et après avoir recueilli ces deux avis, Le Titulaire établit et diffuse un nouvel indice portant explicitement la mention Bon pour Exécution "BPE" utilisée pour l'exécution des travaux. Ce nouvel indice comprend si nécessaires les éléments complémentaires utiles pour l'exécution (éléments de PAC, etc.). Le fait de diffuser ces nouveaux indices implique pour l'Entreprise d'avoir pris en compte pour leur établissement les observations de la Maîtrise d'Œuvre (cas du VAO) et l'avis du Contrôleur Technique (cas de l'Avis Suspendu). Ces documents BPE ne feront pas l'objet d'un nouveau Visa.

Dans le cas contraire, le Titulaire diffuse un nouvel indice "pour visa" sans la mention "BPE" accompagné d'un document explicitant de manière détaillée le ou les points de désaccord avec les observations de la Maîtrise d'Œuvre ou du Contrôleur Technique. Au cas où un document VSO ou VAO est rediffusé "pour visa" (sans les mentions "BPS" ou "BPE") et sans être accompagné d'un document explicitant le ou les points de désaccord, il sera automatiquement considéré comme REF (Refusé).

Dans le cas de document "Refusé" (REF) ou "Avec Observations Bloquantes" (VAOB) ou avec Avis Défavorable, le Titulaire doit diffuser un nouvel indice "pour visa" pour obtention du VSO ou du VAO et de l'avis Favorable ou Suspendu, sans que cela puisse lui permettre de prétendre à aucune prolongation de délais.

La Maîtrise d'Œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage sont tenues informées des échanges entre l'Entreprise et le Contrôleur Technique.

L'Entreprise s'interdit d'utiliser sur le site tous documents non revêtus de son BPE (Bon pour Exécution). Dans le cas contraire, la Maîtrise d'Œuvre pourra purement et simplement refuser l'ouvrage correspondant ou exiger sa démolition, sans que cette décision porte prolongation des délais contractuels ou versement d'indemnités. L'Entreprise ne pourra se prévaloir d'aucun retard dans le visa de la Maîtrise d'Œuvre ou du Contrôleur Technique pour se soustraire à cette obligation.

Les documents d'exécution doivent être diffusés suivant un ordonnancement logique et à un rythme permettant à la Maîtrise d'Œuvre et au Contrôleur Technique de viser des ensembles homogènes de documents en ayant toutes les informations nécessaires (les notes de calcul précédant les plans d'exécution, les échantillons sont présentés avant les PAC, etc.). Le calendrier détaillé des études d'exécution sera établi sur ces bases, et ménagera chaque fois que possible des marges libres entre les études et les délais de travaux (tâches de commande et d'approvisionnement).

Pour établir la planification des études d'exécution, le délai de la Maîtrise d'Œuvre et du Contrôleur Technique pour donner leur visa ou avis ne dépassera pas 2 semaines, sauf exception.

Tout document pour lequel le visa est suspendu à l'obtention d'un autre document sera considéré comme Refusé (REF).

Aucune demande ou justification de quelque ordre que ce soit basée sur un retard dans le visa de documents d'exécution par la Maîtrise d'Œuvre ou le Contrôleur Technique ne sera recevable si ces documents n'ont pas été présentés conformément aux formes décrites ci avant et dans le respect des dates prévisionnelles de diffusion.

Au cas où un document BPE doit faire l'objet d'un nouvel indice, suite à une modification par exemple, il appartient au Titulaire de maintenir le statut BPE si la modification est mineure, ou de solliciter un nouveau visa accompagné d'un document explicitant les raisons du nouvel indice.

11.5 - RÉUNIONS DE CHANTIER

Des réunions générales, dites de chantier ou de coordination auxquelles les représentants qualifiés de chaque Entrepreneur seront tenus de participer, seront organisées à l'initiative du Maître d'œuvre pour permettre à tous les participants de se rencontrer et d'évoquer les problèmes généraux du chantier et d'y apporter des solutions.

Ces réunions auront lieu chaque fois que l'intérêt du chantier l'exigera. Leur fréquence sera au minimum d'une par semaine. Le Maître d'œuvre rédigera un compte rendu de réunion.

De plus, dès la période de préparation de chantier et pour toute sa durée, des réunions ponctuelles ou systématiques pourront être organisées (mise au point des calendriers, réunions d'études, etc.).

A l'issue de toutes ces réunions, il sera diffusé un compte-rendu par la maîtrise d'œuvre, qui sera accepté lors de la réunion suivante par toutes les parties en présence, ou au plus tard à l'issue d'une période de cinq jours sans notification de réserves écrites

Le Titulaire s'oblige également, et indépendamment de ces réunions, à solliciter des autres participants et corps d'état concernés par ses travaux, des réunions lui apparaissant nécessaires à la concertation qui doit exister sur le chantier.

Les représentants du Titulaire à chacune de ces réunions doivent être qualifiés et mandatés pour pouvoir engager celui-ci pour toute décision rendue nécessaire par l'objet de la réunion. À défaut, le Titulaire sera considéré comme absent et ne pourra plus s'opposer à aucune décision prise lors de cette réunion.

11.6 - NETTOYAGE, RANGEMENT ET PROTECTION DU CHANTIER

La propreté est une condition indispensable pour assurer la sécurité des personnes et permettant d'atteindre immédiatement des résultats de qualité.

En conséquence, le Titulaire s'engage à faire exécuter par son personnel, autant que de besoin, le nettoyage des zones de travail dans lesquelles il sera intervenu et le rangement de ces matériaux et matériels.

Les dépenses d'entretien général du chantier (nettoyages des installations) sont réputées rémunérées par le titulaire.

Pour le nettoyage du chantier :

- Le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Le Titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais aux décharges publiques,
- Le Titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Nota : en cas de dépose et/ou de destruction de matières dangereuses (pyralène, amiante, plomb, hydrocarbures, etc.), le Titulaire aura l'obligation de se conformer à la loi correspondant à la destruction du produit en question avec fourniture de tous les certificats d'enlèvement et de destruction.

Si, pour quelque raison de ce soit, après demande écrite du coordonnateur SPS ou du Maître d'ouvrage, le chantier n'était pas parfaitement tenu d'un point de vue rangement et propreté, le

Maître d'ouvrage fera intervenir directement une entreprise de son choix extérieure au chantier pour pallier aux défaillances du titulaires aux frais de celui-ci, sans préjudice de l'application des pénalités prévues pour manquement du titulaire à ses obligations selon les modalités prévues au marché.

11.6 - PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PGCSPS)

Le chantier concerné par le présent marché est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Titulaire devra satisfaire en tous points aux obligations qui découlent des articles L.4531-1 et suivants du code du travail, de ses décrets et arrêtés d'application parus à la date de démarrage des travaux, objets du présent marché.

Le Titulaire est informé que le présent chantier fait l'objet d'un Plan Général de Coordination (PGC) tel que défini par la loi précitée et qu'il doit s'y conformer. Ce PGC fait partie du présent contrat et le prix est réputé comprendre toutes les prescriptions et sujétions induites par ce plan.

Le Titulaire établira un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) et mettra en œuvre les dispositifs de sécurité qui y seront définis.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

11.7 - AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître d'ouvrage sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les Entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats,
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS,
- la copie des déclarations d'accidents de travail.
- le Titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs Entreprises, et lui indique leur objet ;

- le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des travaux, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS ;
- tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'ouvrage ;
- à la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

11.8 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

L'action du Titulaire devra être conforme à l'ensemble des textes législatifs et administratifs réglementant l'activité de sa profession.

Le Titulaire devra notamment :

- effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de ses travaux,
- obtenir l'accord du service intéressé avant de commencer ses travaux et effectuer, à ses frais, toutes modifications demandées par ce dernier,
- payer tous les frais, taxes et droits afférents, signer tous contrats nécessaires, autoriser sans difficulté l'inspection de ses travaux par les Agents assermentés, se plie à toutes règles de police ou l'ordre public qui lui seraient signifiées et, enfin, obtenir toutes autorisations ou permissions nécessaires en temps utile. Ces frais sont inclus au forfait du Titulaire.

Le Titulaire doit Fournir au Maître d'Ouvrage les copies des autorisations reçues.

11.9 - FOURNITURES ET MATÉRIAUX

La référence à des marques, dans le dossier d'offre final de la consultation, qu'elles soient françaises ou étrangères, a pour objet de préciser le choix du Titulaire sur la qualité, les caractéristiques et l'aspect de ces fournitures, sans pour autant éliminer d'autres fabrications qui leur sont équivalentes et qui peuvent être acceptées si, après avoir été proposées et examinées, elles étaient reconnues satisfaisantes et acceptées par le Maître d'ouvrage, à condition toutefois que ces matériaux soient homologués Normes Françaises ou Européennes. Le refus par le Maître d'ouvrage n'a pas à être justifié et ne peut en aucun cas entraîner une modification du prix forfaitaire ou du délai contractuel.

Le Titulaire est tenu de présenter au Maître d'ouvrage, et sur sa demande, les factures et documents jugés utiles pour permettre de vérifier la nature et l'origine des matériaux.

Les fournitures, les matériaux et leur mise en œuvre étant de l'essence même de la profession du Titulaire, ce dernier est seul responsable vis-à-vis du Maître d'ouvrage des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du Maître d'ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si le Maître d'ouvrage, imposait, soit à la signature du bon de commande, soit en cours des travaux, l'emploi d'articles ou d'objets de fabrication spéciale au sujet desquels le Titulaire aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur leur mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

Le Titulaire s'engage à enlever les matériaux défectueux refusés par le Maître d'ouvrage du chantier dans les délais qui lui sont prescrits.

11.10 - BREVETS-PROVENANCE DES MATÉRIAUX-RESPONSABILITÉS

Le Titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre toutes réclamations des propriétaires des brevets ou licences concernant les matériaux ou dispositifs utilisés. Les droits auxquels pourraient donner lieu les fournitures, formations d'équipes spécialisées, l'achat ou la location

d'appareils, les procédés de mise en œuvre, etc. sont à la charge exclusive du Titulaire qui doit se pourvoir des autorisations utiles et faire son affaire personnelle de toutes réclamation ou action qui serait dirigée à ce sujet contre le Maître d'ouvrage.

Ceux qui seront jugés par le Maître d'œuvre et/ou le bureau de contrôle n'avoir pas les qualités requises ou n'être pas convenablement façonnés et posés devront être immédiatement déposés, enlevés du chantier, remplacés ou refaits sans que le Titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

Si, malgré la surveillance du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage, les matériaux ou fournitures de qualité inférieure étaient mis en œuvre, le Titulaire serait contraint de les remplacer à ses frais, risques et périls sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Il serait seul responsable de toutes les conséquences et, ce, à quelque époque que l'on constate leur infériorité ou leur mauvaise qualité.

Il en serait de même pour les vices de construction ou de main d'œuvre provenant de son fait et qui résulteraient de fraude ou de négligence de ses ouvrages ou de tous travaux qui ne seraient pas exécutés conformément aux plans, détails et Cahiers Techniques.

D'une façon générale, les matériaux et techniques utilisés devront :

- soit être conformes à la normalisation si elle existe et leur mise en œuvre exécutée dans les conditions prévues aux D.T.U. s'y rapportant ;
- soit bénéficier d'un avis technique du C.S.T.B., leur mise en œuvre étant exécutée dans ce dernier cas, dans les conditions précisées dans l'avis technique.

Dans certains cas exceptionnels, l'utilisation de matériaux ou techniques ne bénéficiant pas d'avis technique pourrait être envisagée après accord préalable du Maître d'œuvre, du Contrôleur Technique et du Maître d'Ouvrage.

Cet accord préalable devra faire l'objet d'un accord écrit entre les parties, le Titulaire et le Fabricant du matériau devant présenter au Maître d'Ouvrage une attestation des Compagnies d'Assurances couvrant ce risque particulier.

Parallèlement, l'utilisation de ce matériau ou de cette technique devra faire l'objet d'une demande d'avis technique expérimentale (ATEX) préalablement à toute exécution, la décision étant suspendue aux conclusions remises à l'issue de cette demande d'ATEX.

11.11 - EXAMENS-FINITIONS

Le Titulaire est tenu d'effectuer tous les tests, contrôles et essais nécessaires et de fournir les résultats à la Maîtrise d'Ouvrage (ATEX, COPREC, AVIS DE CHANTIER, CONSUEL...).

Finitions :

Si le Titulaire ne satisfait pas aux travaux de finitions, le Maître d'ouvrage peut faire exécuter ceux-ci par un Entrepreneur de son choix, aux frais exclusifs du Titulaire défaillant, sans que ce dernier puisse soulever de réclamation, dès lors qu'une mise en demeure sera restée sans effet pendant un délai de 8 jours.

Pendant l'exécution des travaux et pendant la période de garantie stipulée, le Titulaire doit se soumettre à toute vérification justifiée qui serait demandée par le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage et se prêter à toutes opérations telles que déposes et sondages, le tout à ses frais avancés, risques et périls, si justifiées.

Au cas où le remplacement de matériaux fourni par l'entreprise ou la réfection d'ouvrages réalisés par l'entreprise serait reconnu nécessaire, le Titulaire en supportera les dépenses qu'entraînent ces constatations, les réfections et réparations de quelque nature qu'elles soient sans préjudice des indemnités, mêmes locatives s'il y a lieu.

11.12 - NON-CONFORMITÉ DES OUVRAGES

Lorsque le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage constate ou présume qu'il existe dans les ouvrages un défaut de réalisation ou une non-conformité de l'ouvrage, il ordonne, soit en cours

d'exécution, soit avant la réception, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés défectueux.

Les dépenses résultant de cette opération constatée contradictoirement sont à la charge du Titulaire.

En cas de difficulté entre les parties sur le point de savoir s'il y a vice ou non, ou malfaçon imputable au Titulaire, il est fait appel à toute personne ou tout organisme compétent pour se prononcer sur ce point. Les parties s'engagent à accepter la décision de la personne ou de l'organisme désigné.

En cas de refus du Titulaire de se conformer à ces dispositions, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage a le droit de faire exécuter les ouvrages par tout autre Entrepreneur et tout mode approprié, selon le prix qui en est réclamé, le tout aux frais du Titulaire, huit jours après mise en demeure restée sans effet, cela sans préjuger de la réclamation de tous dommages intérêts éventuels.

Les Entrepreneurs prendront toutes dispositions utiles afin d'éviter les fissurations éventuelles dans les cloisons et les murs, consécutives à la pose de leurs conduits, à leurs raccords ou de toute provenance. Ils demeureront responsables de ces malfaçons éventuelles, et ce, à quelque moment qu'elles se produisent.

11.13 - PROTECTION DES OUVRAGES

L'Entreprise devra assurer la protection des ouvrages, matériaux, installations techniques, ouvrages de finition contre les dégradations qu'ils pourraient subir jusqu'à la réception des travaux.

Elle devra faire réparer, à ses frais, les ouvrages qui auraient été endommagés quelle que soit la cause du dégât, sauf son recours éventuel contre les tiers responsables, le Maître d'Ouvrage restant en toute hypothèse complètement étrangère à toutes contestations ou réparations et dépenses entraînées de ce fait.

Si les travaux venaient à être interrompus pour quelle cause que ce soit, non imputable au Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur devra protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

L'Entreprise est responsable des vols et dégradations quelconques qui peuvent se produire sur l'ouvrage et cela jusqu'à la date de réception par le Maître d'œuvre.

11.14 - DÉMOLITION D'OUVRAGES ANCIENS

Lorsque les travaux comportent la démolition d'ouvrages anciens, dont certains doivent être réemployés ou conservés par le Maître d'ouvrage, ceux-ci doivent être déposés après repérage des éléments et établissement d'un plan d'assemblage, déplacés et rangés avec soin pour qu'ils puissent être façonnés et utilisés de nouveau.

11.15 - TRAVAUX URGENTS

Lorsqu'il s'agit de travaux urgents, s'il n'est pas satisfait dans les quarante-huit heures aux ordres donnés par le Maître d'œuvre avec accord du Maître d'ouvrage, sur déclaration d'urgence, le Maître d'ouvrage peut faire exécuter les travaux par un entrepreneur de son choix, sans autre formalité, aux frais, aux risques et périls du Titulaire défaillant. Ces travaux font l'objet d'un métré immédiat établi par le Maître d'ouvrage et signifié au Titulaire défaillant.

11.16 - GARDE DES OUVRAGES

Le Titulaire est responsable de la garde de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux. En cas de dégradation ou de vol, il devra procéder à la réparation ou au remplacement de ses ouvrages,

sans modification du prix ou du délai, et fera son affaire des recours contre les auteurs éventuellement identifiés.

11.17 - REGISTRE DE CHANTIER

Le titulaire, ou chacun des cotraitants le cas échéant, signe contradictoirement avec le Maître d'œuvre le registre du chantier tenu par ce dernier.

11.18 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Le Titulaire tient notamment à jour le registre exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier et le met à la disposition du Maître d'œuvre ou de toute personne compétente.

Il s'engage à aviser ses sous-traitants que les mêmes obligations leurs sont applicables. Il reste responsable de leur respect pendant toute la durée du chantier.

Le Titulaire et les Entreprises sous-traitantes éventuelles, devront respecter les dispositions de la loi N° 91-1383 du 31 Décembre 1991.

Cette loi impose l'obligation pour toute personne de s'assurer, que son cocontractant s'acquitte de ses obligations au regard des articles L8221-1 du code du travail, à savoir :

- immatriculation au Répertoire des métiers ou au Registre du commerce ou des Sociétés ;
- accomplissements des déclarations exigées par les organisations de protection sociale et par l'administration fiscale

En cas d'emploi de salariés, accomplissement minimal des formalités suivantes :

- remise du bulletin de paye,
- tenue d'un livre de paye,
- tenue d'un registre unique du personnel ;
- lorsque le sous-traitant éventuel emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles des règles prévues par le Code du Travail.

Au cas où le sous-traitant est établi ou domicilié à l'étranger, des obligations similaires à celles énumérées ci-dessus incombent à la personne qui contracte avec ce dernier dans le cadre des articles L.8221-1 et suivants du Code du Travail.

A défaut de répondre à ces obligations, l'Entreprise et les Entreprises défaillantes risquent d'être tenues responsables solidairement avec le travailleur clandestin des dettes de celui-ci quant au salaire et accessoires, impôts et taxes dus au Trésor et aux organismes de protection sociale.

Dans tous les cas, le Maître d'Ouvrage ne saurait être recherché à l'exception du cas où, dûment informé par écrit ou par un agent de l'état de l'intervention d'un sous-traitant en situation irrégulière, il n'aurait pas satisfait à son obligation d'enjoindre aussitôt par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la personne avec laquelle il a contracté de faire cesser sans délai la situation.

11.19 - CONSIGNES RELATIVES À L'INTERVENTION DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le personnel du titulaire ou des sous-traitants devra réaliser ses travaux les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8 heures 00 à 17 heures 00. Toutefois, pour les travaux bruyants ou nécessitant une intervention pouvant gêner l'exploitation de la tour Eiffel, les travaux seront réalisés en dehors des heures notées ci-dessus, de nuit ou très tôt le matin, avant l'ouverture du monument.

Cependant, après accord du représentant du pouvoir adjudicateur, le personnel pourra effectuer ses interventions en dehors des horaires mentionnés ci-dessus.

Il doit être muni d'une carte d'identité, d'une carte professionnelle et d'un badge d'accès au Monument.

Pendant son séjour dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par celui-ci et devra s'y conformer sans restriction aucune.

À cet effet, le Titulaire devra utiliser obligatoirement les outils permettant de demander un accès au site, par badge individuel et/ou pour les véhicules (outil interne SETE « Secform »). Par ailleurs avant toute intervention, leur programmation devra être prévue sur la « feuille de travaux », outil interne à la SETE permettant d'éviter les coactivités.

ARTICLE 12 – RECEPTION ET GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

12.1 – ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

La réception se fera à l'achèvement de la totalité des travaux. Toutefois, dans le cas où l'ensemble des travaux ne serait pas terminé, dans sa totalité pour la date contractuelle, le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage peut demander la réception totale ou partielle d'un ouvrage ou, d'une partie distincte d'un ouvrage.

Le titulaire terminant les travaux avise, à la fois, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront.

Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

12.2 – OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION

Les opérations préalables à la réception sont organisées par le Maître d'œuvre à la fin du chantier, soit à la fin de toutes les étapes du planning d'exécution.

Les opérations préalables à la réception comportent : à la fin de l'exécution des travaux, l'entreprise informe le maître d'œuvre qu'elle est prête à engager les OPR.

- La reconnaissance des ouvrages exécutés,
- Les épreuves éventuellement prévues par les CCTP,
- La constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévues au marché,
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux,
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Le Titulaire ayant réalisé des installations techniques diverses, telles que, sans que cette liste soit limitative : électricité (courants forts ou faibles), plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, extinction automatique, appareils élévateurs, voirie et réseaux divers, etc.), devra procéder au minimum, dans le cadre des opérations préalables à la réception, aux essais, épreuves et vérifications de fonctionnement définis dans les cahiers techniques.

Le fonctionnement correct des installations et équipements est vérifié au cours de ces essais, ainsi que leurs caractéristiques de débit, rendement, acoustique, sécurité, etc.

Le Titulaire, pour tous travaux concernés par l'application de la réglementation relative à la protection des bâtiments contre le bruit, doit procéder aux essais acoustiques de contrôle destinés à vérifier les conditions de mise en œuvre de leurs matériaux, matériels et appareils divers.

Il est rappelé que c'est au Titulaire qu'il appartient de faire preuve de la bonne exécution de ses travaux et installations, notamment sur les plans techniques, acoustique et étanchéité.

Tous les frais d'exécution des essais et vérification de fonctionnement des installations, ainsi que les frais d'établissement et de production des fiches d'essais et procès-verbaux en autant d'exemplaires que nécessaires, sont dus, par le Titulaire.

Dans le cas où les essais ne sont pas conduits par le Titulaire dans des conditions satisfaisantes,

tant que le plan des délais que sur celui de la qualité, le Maître d'ouvrage peut les faire réaliser par un organisme spécialisé de son choix aux frais du Titulaire et après une simple mise en demeure faite dans un délai préalable de huit jours ouvrables. Cette intervention extérieure ne peut en aucun cas, dégager de ses obligations contractuelles le Titulaire responsable.

Le Titulaire est également tenu d'assurer le bon achèvement de ses travaux avant la réception et de procéder, pour sa part, aux finitions et mises au point qui s'y rapportent.

Si les résultats des essais sont défavorables, le Titulaire doit toutes corrections permettant d'atteindre les objectifs.

Assistance technique :

En plus des documents à fournir avant réception, le Titulaire doit à la mise en service et pendant l'année de garantie, toute l'assistance technique prévue contractuellement relative à la formation du personnel chargé de l'exploitation des installations qu'il a réalisées, ainsi que la formation nécessaire au personnel chargé de la surveillance et de la sécurité des locaux.

12.3 – DÉCISION APRÈS OPR

À la suite des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux.

Le maître d'ouvrage est susceptible de prendre une des décisions ci-dessous :

12.3.1- RÉCEPTION SANS RÉSERVE

La réception sans réserve libère le Titulaire de ses obligations contractuelles.

Elle marque le point de départ de la garantie biennale et de la garantie décennale prévue par les articles 1792 et suivants du Code Civil.

12.3.2 - RÉCEPTION AVEC RÉSERVE(S)

Le procès-verbal de réception avec réserves mentionne en détail les omissions, imperfections et malfaçons constatées et sa simple notification dans les formes sus-indiquées vaut au Titulaire injonction d'exécuter ou de terminer les travaux omis ou incomplets et de remédier durablement et conformément aux Règles de l'Art, aux imperfections et malfaçons.

Le procès-verbal de réception avec réserves mentionne également le délai fixé pour ces travaux, délai qui ne saurait en tout état de cause dépasser 1 mois à compter de la date du procès-verbal de réception.

Passé ce délai fixé, et sans qu'il soit besoin d'une nouvelle mise en demeure ou de toute autre formalité, le Maître d'Ouvrage, assisté du Maître d'œuvre, pourra faire exécuter lesdits travaux par toute Entreprise de son choix aux frais du Titulaire défaillante qui n'aura pas la faculté de contester les prix de l'Entreprise de remplacement et sera tenue de régler, au Maître d'Ouvrage, les sommes ainsi exposées en raison de sa défaillance.

Il est précisé que les pénalités de retards prévues par le présent Cahier des Clauses Administratives sont dues, tant qu'il n'a pas été procédé à l'exécution de ces travaux que ce soit par le Titulaire, ou par les Entreprises choisies par le Maître d'Ouvrage agissant aux frais, risques et périls et pour le compte de l'Entreprise défaillante.

Immédiatement après l'achèvement de ses travaux, le Titulaire doit, par lettre recommandée avec A.R. adressée au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage, demander la suppression des

réserves dont il sera alors donné la mainlevée.

12.4 – REFUS DE RÉCEPTION

Le refus ne peut être motivé que par l'inachèvement des ouvrages ou par un ensemble d'imperfections équivalent à l'inachèvement.

Dans ce cas, le Titulaire devra reprendre ou poursuivre ses travaux jusqu'à leur entier achèvement et demander une nouvelle fois la réception.

ARTICLE 13 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Le Titulaire remet au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage les documents mentionnés au présent article.

13.1 – DOSSIER DE MAINTENANCE ET DE FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES TECHNIQUES EXÉCUTÉS

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

13.2 – DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE)

- dans un délai de deux mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les éléments complémentaires pour l'établissement du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

La documentation doit être fournie en langue française. Cette documentation sera imprimée en trois exemplaires et informatisée sur clef USB en deux exemplaires (formats Word, Autocad, PDF).

13.3 – DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO)

- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux
Tous les documents de nature à faciliter l'intervention ultérieure seront rassemblés sous forme de plans et de notes techniques tels que :

Documents, notices et dossiers techniques sur - l'éclairage, - l'assainissement, ventilation, -la sécurité des installations électriques, - le nettoyage des surfaces vitrées, - l'accès dans les faux-plafonds mais aussi en couverture de toiture, l'entretien des façades, et l'entretien intérieur ainsi que la désignation des locaux mis à la disposition du personnel d'entretien.

Quoiqu'il en soit, l'équipe conception et celle qui s'assurera de la réalisation devront très tôt intégrer la problématique des interventions ultérieures dans ses réflexions. Le Titulaire devra veiller à la prise en compte des conditions de sécurité des personnes qui auront à assurer l'entretien, au sens des travaux normalement prévisibles pour maintenir l'ouvrage en bon état. Le Titulaire devra s'assurer également de l'exhaustivité des sujets à intégrer dans le DIUO.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

14.1 - ASSURANCES RESPONSABILITÉS

Par Constructeurs, on entend l'ensemble des intervenants à l'acte de construire tels que visés à l'article 1792-1 du Code Civil, voir 1831-1, 1646-1 et différents articles spécifiques de la Loi du 4 Janvier 1978.

Le Titulaire devra être assuré contre les risques suivants :

- effondrement de tout ou partie de l'ouvrage,
- responsabilité décennale découlant des articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil lorsque - ceux-ci s'appliquent,
- dégâts des eaux et incendie sur chantier,
- risques aux avoisinants,
- risques existants.

14.2 - ASSURANCES RESPONSABILITÉ CIVILE DES CONSTRUCTEURS

- Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être titulaires d'une police personnelle de Responsabilité Civile couvrant les dommages de toute nature causés aux tiers et au Maître d'Ouvrage,
- pendant la durée des travaux, du fait des travaux avant réception ou du fait de son personnel en activité de travail ou des matériels et matériaux qu'il utilise, y compris les installations de chantier,
- après réception des travaux,
- du fait d'un événement engageant la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle du constructeur en vertu des articles 1382 à 1384 du Code Civil et ce jusqu'à prescription légale et/ou contractuelle du constructeur,
- du fait d'un événement dommageable pour les tiers et pour le Maître d'Ouvrage occasionnés par ses travaux, son personnel ou ses matériels.
- dommages corporels : 8 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et Immatériels consécutifs : 5 000 000 € par sinistre ;
- dommages immatériels non consécutifs : 500 000 €
- Tous dommages confondus après exécution des prestations : 3 000 000 € par sinistre et par année.
- dont dommages immatériels non consécutifs : 500 000 € par sinistre et par année

Le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage, avant la signature du bon de commande, une attestation de sa Compagnie d'Assurances indiquant que la police ci-dessus définie est en bon état de validité et qu'elle est en règle du paiement des primes exigibles.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la Compagnie d'Assurances, le numéro de la ou des polices, le montant, des capitaux garantis par catégorie de risques, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'Entreprise à l'Assureur du droit à notifier au Maître d'Ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

À défaut de la production du certificat de cette police d'assurance, le constructeur et les autres intervenants devront fournir l'engagement écrit de la contracter dans les 15 jours qui suivront la notification du bon de commande.

Cet engagement devra être accompagné d'une attestation d'une Compagnie d'Assurance ou d'un représentant dûment habilité à engager ladite Compagnie, portant l'acceptation de couvrir le constructeur ou les autres intervenants pour le risque ci-dessus propre à cette opération.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'Assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risques si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue ou plus élevée ou en fonction même du chantier, de son risque, de la nature et/ou de la valeur des existants et avoisinants.

Aucun règlement pour solde ou levée de caution bancaire ne sera effectué sans présentation d'un certificat de l'assureur prouvant que le Titulaire et ses sous-traitants éventuels sont à jour du règlement de leurs primes ou cotisations afférentes à leurs assurances ou avenants spéciaux.

14.3 - ASSURANCE DE TRAVAUX DE BÂTIMENT

(dites assurances de responsabilité décennale découlant de l'application des articles 1792 à

1792-7 du Code Civil).

Le Titulaire et ses sous-traitants devront être titulaires des justifications ci-après :

14.3.1 - POLICE DE " RESPONSABILITÉ DÉCENNALE "

Le Titulaire devra justifier également qu'il, ou ses sous-traitants éventuels, sont titulaires, pour chacun d'entre eux, d'une police de responsabilité décennale conforme aux dispositions de l'article L 243-8 du Code des Assurances (clauses types prévues par les Arrêtés du 17 Novembre 1978 et du 27 Décembre 1982) et apportant les garanties de tous les risques définis par la Loi 78-12 du 4 Janvier 1978, ainsi que les garanties complémentaires, à savoir :

Avant réception :

- l'effondrement et/ou la menace d'effondrement, les frais cumulés de déblaiement.

Après réception :

- la garantie des dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-6 du Code Civil, même si ceux-ci se manifestent pendant l'année de parfait achèvement ;
- les dommages causés aux existants par les travaux neufs ;
- les dommages immatériels consécutifs aux dommages cités ci-dessus.

14.3.2 - ASSURANCES DES ARCHITECTES, INGÉNIEURS CONSEIL, BET

Les Architectes, Ingénieurs-conseils et BET intervenant dans la présente opération doivent être titulaires d'une police de responsabilité décennale conforme aux dispositions de l'article L.243.8 du Code des Assurances (clauses types prévues par les Arrêtés du 17 Novembre 1978 et du 27 Décembre 1982) et apportant les garanties de tous les risques définis par la loi 78-12 du 4 Janvier 1978 ainsi que :

- avant réception : dommages matériels à l'ouvrage, frais de déblais consécutifs, erreur sans désordre.

14.3.3 - ASSURANCE DES SOUS-TRAITANTS " EN CASCADE "

Si le sous-traitant n'est pas titulaire d'une police similaire le garantissant dans les mêmes conditions que s'il était directement lié au Maître d'Ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage (maintien de : la garantie pendant dix ans à compter de la réception, ainsi que les garanties dites complémentaires, sans paiement de prime subséquente et donc en semi-capitalisation), le Titulaire devra déclarer les travaux sous-traités au titre de sa propre police.

14.3.4 - ATTESTATIONS D'ASSURANCE

Le Titulaire devra faire parvenir au Maître d'Ouvrage avant toute signature du bon de commande des travaux, une attestation d'assurance mentionnant :

- a) l'identité de la Compagnie d'Assurance,
- b) les numéros, type et date d'effet du ou des contrats,
- c) les qualifications, les activités exercées, la nature des travaux garantis,
- d) la nature des garanties accordées notamment,

14.4 - GARANTIES OBLIGATOIRES

Pour tous les dommages définis aux articles 1792, 1792-2 du Code Civil.

14.5 - GARANTIES FACULTATIVES

- pour la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables

- d'une durée minimum de 2 ans, visée à l'article 1792-3 du Code Civil ;
- la garantie des dommages causés aux existants du fait de travaux neufs ;
- la garantie des dommages immatériels consécutifs aux garanties visées ci-dessus ;
- la garantie effondrement, menace d'effondrement et frais de déblais avant réception ;
- la garantie donnée pour les sous-traitants :
 - le montant des garanties,
 - les différentes franchises,
- L'attestation devra préciser que les travaux sont couverts sans application de la règle proportionnelle.
- Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels une photocopie de leur police d'assurance (tant conditions générales que particulières et avenants successifs).

ARTICLE 15 - GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le Titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et d'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur, en respectant les dispositions suivantes :

- Obligations de traçabilité des déchets dangereux,
- Tri des emballages (palettes, cartons, films, fûts vides et propres ...) en vue d'une valorisation,
- Obligations de transports, en respectant certaines conditions légales, c'est-à-dire par réemploi, recyclage ou transformation en énergie, à l'exclusion de tout autre mode d'élimination.

Afin que le Maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le Titulaire remet au Maître de l'Ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le Titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Si le Titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, ils seront évacués d'office aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à respecter, ou faire respecter par ses employés et préposés et tout intervenant pour son compte, le secret le plus absolu sur les renseignements, documents ou objets dont ils auraient connaissance à l'occasion de la préparation et de l'exécution du présent contrat. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent être communiqués, sans autorisation de la S.E.T.E., à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le Titulaire s'engage à respecter le caractère confidentiel des informations personnelles obtenues dans le cadre des échanges qu'ils auraient pu avoir avec les salariés de l'entreprise.

ARTICLE 17 - LANGUES

Les correspondances sont rédigées en français.

L'ensemble des documents écrits et/ou fournis sont rédigés en français.

ARTICLE 18 - RÉSILIATION

Le contrat est résilié de plein droit, sans aucune formalité judiciaire ou dénonciation du Maître d'Ouvrage :

- en cas de faillite, de liquidation judiciaire du Titulaire ou du décès de son dirigeant, à moins que le Maître d'Ouvrage n'accepte les offres des créanciers ou ayants droit du Titulaire pour la continuation des travaux, étant entendu toutefois qu'il peut, à toute époque, signaler qu'il ne désire pas recevoir ces offres.
- en cas de cession totale ou partielle du Marché.
- pour tout retard non justifié de plus de trente jours sur le délai contractuel, tant pour la livraison complète du chantier qu'en cours et sans qu'il soit nécessaire d'une mise en demeure ou de formalités judiciaires, sur simple dénonciation écrite du Maître d'Ouvrage.
- lorsque le Titulaire ne se conformera pas, soit aux dispositions des pièces de la consultation, soit aux ordres qui lui seront donnés.

Dans tous les cas une lettre recommandée avec accusé de réception du Maître d'Ouvrage la mettra en demeure d'y satisfaire, sauf urgence, dans un délai compatible avec l'importance de l'intervention Ce délai est fixé à 15 jours.

Au-delà de ce délai, si le Titulaire n'a pas satisfait aux dispositions prescrites, le contrat est résilié de plein droit, sans aucune formalité judiciaire, (lettre recommandée avec accusé de réception).

Dans tous les cas de résiliation, les dispositions suivantes seront appliquées :

Le règlement de la partie des travaux exécutés sera calculé selon l'avancement constaté entre les Parties.

- Les conséquences onéreuses résultant de la passation à une tierce Entreprise d'un nouveau marché suivant un prix plus élevé que le marché résilié pour la partie résiliée des travaux sont mises de plein droit, dans le règlement contractuel, à la charge du Titulaire résilié.

Si les conditions de la passation du nouveau marché sont plus avantageuses, le bénéfice en reste acquis au Maître d'Ouvrage.

Les pénalités de retard éventuellement plafonnées seront décomptées jusqu'au début effectif des travaux par la nouvelle Entreprise.

Dans tous les cas de résiliation, le Titulaire ne peut se refuser à céder ou louer au Maître d'Ouvrage, si la demande lui en est adressée, tout ou partie :

- des ouvrages et installations provisoires dont les dispositions ont été ou sont agréées ;
- du matériel construit spécialement pour l'exécution des travaux ;
- des matériaux, produits préfabriqués ou en cours de fabrication approvisionnés soit sur chantier, soit en usine ou magasin pour l'exécution des travaux. Dans ce cas, les matériaux sont acquis d'après le prix du marché ou, à défaut, par assimilation avec ces derniers ou, enfin, par comparaison avec les prix courants du pays, reprise marchandise déduite.

Le matériel et les installations sont repris en cas d'achat pour leur part non amortie, pour le calcul de l'indemnité, les dépenses non entièrement amorties sont évaluées au prorata de l'avancement des travaux en vue desquels le Titulaire aura exécuté les ouvrages provisoires et acquis le matériel.

En cas de location suivant tarif en vigueur, avec rabais correspondant pour la fixation de l'indemnité, ils deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage peut également demander simplement au Titulaire résilié de laisser à sa disposition et à celle du nouvel Entrepreneur, le matériel et les installations de chantier, cette mise à disposition donne lieu simplement à l'inscription au crédit du Titulaire résilié, d'une somme égale à celle pour laquelle ce matériel et ces installations entraient dans le sous-détail des prix pour la partie des travaux à laquelle ils sont utilisés après résiliation.

Le Titulaire résilié est enfin tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles au nouvel entrepreneur, dans le délai qui est fixé par le Maître d'Ouvrage. A défaut par lui seul d'y

satisfaire, tout son matériel sera déposé à son compte, ses frais, risques et périls, sur la voie publique et sur la demande des services de voirie, enlevé aux décharges publiques.

ARTICLE 19 - LITIGES

Le Maître d'Ouvrage et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations.

Tout différend entre le titulaire et la SETE doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à la SETE dans le délai d'un mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La SETE dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de procédure contentieuse, la loi française est seule applicable.

ARTICLE 20 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLES

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, ainsi qu'au Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe à la SETE d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le présent accord-cadre peut comporter des prestations spécifiques de traitement de données personnelles confiées au Titulaire.

Ainsi, le Titulaire est autorisé par le pouvoir adjudicateur à accéder et/ou à traiter des données à caractère personnel dans le cadre du marché conclu avec la SETE.

Le Titulaire s'engage à se conformer à la législation et la réglementation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel et notamment :

1. Détenir les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement de données réponde aux exigences des lois et règlements en vigueur : ces mesures sont décrites par le Titulaire dans une annexe intitulée « Mesures techniques et organisationnelles » ;
2. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché et conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur ;
3. Informer immédiatement le pouvoir adjudicateur si, selon lui, une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données ;

4. Traiter et héberger les données à caractère personnel en France ou un Etat membre de l'Union européenne ;

NB : Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Si le titulaire est amené dans le cadre de l'exécution du marché à traiter des données à caractère personnel hors UE, il s'oblige à recueillir l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

5. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et s'assurer que son personnel respecte cette même obligation ;

6. Prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services liés à l'exécution du marché, les principes de protection des données par défaut et dès la conception du traitement ;

7. Prendre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, conformément au RGPD en son article 32, notamment :

- s'assurer que le transport/stockage des données à caractère personnel soit effectué de manière sécurisée,
- mettre en place une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement,
- proposer au pouvoir adjudicateur des mesures de sécurité complémentaires à celles visées supra ;

8. Notifier au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique à DPO@toureiffel.paris, et par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'attention du DPO ; cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile au pouvoir adjudicateur ;

9. Assister le pouvoir adjudicateur de manière à garantir le respect des obligations, en matière de sécurité des données et d'analyse d'impact relative à la protection des données, telles qu'elles sont prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, et ceci compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;

10. Répondre aux demandes d'audit du pouvoir adjudicateur et effectuées par ce dernier ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné, reconnu en tant qu'auditeur indépendant, ayant une qualification adéquate, et libre de fournir les détails de ses remarques et conclusions d'audit au pouvoir adjudicateur ;

11. Garantir le respect des droits des personnes concernées (articles 12 à 23 du RGPD) en fournissant notamment au pouvoir adjudicateur une assistance afin de permettre la gestion des demandes des personnes concernées par les traitements tendant à l'exercice de leurs droits . Si une personne concernée devait contacter directement le Titulaire pour exercer ses droits, ou pour toute autre demande liée à la protection des données à caractère personnel, le Titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur dans un délai de 72 heures maximum les demandes qui lui seront parvenues ;

12. Tenir par écrit (y compris sous la forme électronique), obligatoirement, un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur en conformité avec le RGPD (article 30) ;

13. Renvoyer au pouvoir adjudicateur, dans un délai d'un mois à compter du terme du marché, toutes les données à caractère personnel et les détruire, à moins que la réglementation en vigueur n'exige la conservation desdites données ;

14. Mettre à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire (tout élément justificatif dans le cadre de l'exécution du présent marché) pour démontrer le respect de toutes les obligations relatives au marché ;

15. Informer le pouvoir adjudicateur du recours éventuel à un ou plusieurs sous-traitant(s) pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel, en transmettant le formulaire DC4 actualisé par la DAJ, et complété, rubrique F (<https://www.economie.gouv.fr/daj>). Le Titulaire s'engage à informer et signer avec son sous-traitant ultérieur un contrat écrit faisant référence au contrat passé entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire et imposant au sous-traitant les mêmes obligations en matière de protection des données que celle fixées par le présent Marché.

Le Titulaire met à la charge de son sous-traitant toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données, et pour que lesdites données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies par le présent accord. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

Cet engagement est valable pendant toute la durée du marché et jusqu'à la destruction des données.